

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du mercredi 12 juillet 2023

Membres en exercice : 26
Présents : 20
Procuration(s) : 4
Absent(s) : 2
Nombres de votants : 24
Votes pour : 24
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : vendredi 30 juin 2023

DELIBERATION N°DL_CP2023_0133

Relative à l'attribution d'une subvention de « contribution au développement de l'apprentissage à Mayotte » à l'Association Nationale des Apprentis de France (ANAF)

L'an deux mille vingt-trois, le douze juillet, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Ali OMAR, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Nadjima SAID, Monsieur Alain SARMENT, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC, Madame Zaounaki SAINDOU

Conseillers départementaux représentés :

Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN donne pouvoir à Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Soula SAID SOUFFOU donne pouvoir à Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Laini ABDALLAH BOINA donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU

Conseillers départementaux absents:

Monsieur Salime MDERE, Madame Rosette VITTA

Secrétaire de séance désignée :

Madame Hélène POLLOZEC

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** la délibération n° DL_2021_00197 du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection de monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu** la délibération n° DL_AP2021_0203 du 19 juillet 2021, relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente ;
- Vu** la délibération N°DL_AP2023_0040 du jeudi 13 avril 2023 relative à l'adoption du Budget primitif 2023 du Conseil départemental et du STM ;
- Vu** le rapport n°2023-001850 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu** l'avis de la Commission Formation professionnelle, Éducation et Insertion en date du 05 juillet 2023 ;

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,
Le Conseil Départemental,**

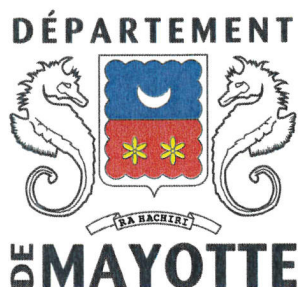
DECIDE

- Article 1 :** d'accorder au titre de l'année 2023 une subvention de « **contribution au développement de l'apprentissage** » de **154 000€** à l'Association Nationale des Apprentis de France (ANAF) dans le cadre du développement de l'apprentissage à Mayotte -
- Article 2 :** d'imputer les dépenses correspondantes sur les crédits formation inscrits au **chapitre 65** du Budget du Conseil Départemental.
- Article 3 :** d'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer l'ensemble des actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.
- Article 4 :** En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de L'État dans le Département.

**Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental**

Ben Issa OUSSENI





CONVENTION N° 001/CD/DAFPI/ANAF/23

Relatif au développement de l'apprentissage à Mayotte

ENTRE :

Le Département de Mayotte représenté par son Président, Monsieur Ben Issa OUSSENI,

ET

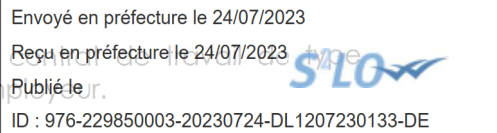
L'Association Nationale des Apprentis de France, représentée par son Président Monsieur Aurélien CADIOU.

- Vu Le codes général des collectivités territoriale
- Vu La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale
- Vu La loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel
- Vu La délibération n° DL_AP2021_0197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
- Vu La délibération n° DL_AP2021_0203 du 19 juillet 2021 relative aux délégations d'attribution du Conseil départemental données à sa Commission Permanente ;
- Vu la délibération n°2023. Du XX/XX/ 2023 relative au budget primitif 2023 du Département de Mayotte
- Vu La délibération n° XXX/2023 relative à l'attribution d'une pluriannuelle de « contribution au développement de l'apprentissage à Mayotte » à l'Association Nationale des Apprentis de France (ANAF) Mayotte

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : Contenu de la convention

Prévu à l'article L. 6221-1 CT, « Le contrat d'apprentissage est un particulier conclu entre un apprenti ou son représentant légal et un em



L'employeur s'engage, outre le versement d'un salaire, à assurer à l'apprenti une formation professionnelle complète, dispensée pour partie en entreprise et pour partie en centre de formation d'apprentis ou section d'apprentissage.

L'apprenti s'oblige, en retour, en vue de sa formation, à travailler pour cet employeur, pendant la durée du contrat, et à suivre cette formation ».

Le Conseil Départemental de Mayotte accorde une subvention de « **contribution de développement d'activité** » à hauteur de **154 000€ (cent cinquante-quatre mille euros)** à l'Association des Nationale des Apprentis de France (ANAF) afin que celle-ci mette en œuvre le développement de l'apprentissage à Mayotte notamment à travers la lutte contre les freins à l'accès à l'apprentissage.

ARTICLE 2 : Missions confiées à l'Association Nationale des Apprentis de France (ANAF) par le Conseil Départemental de Mayotte

L'Association Nationale des Apprentis de France s'engage à utiliser la subvention accordée par le Conseil départemental de Mayotte, conformément à l'article 1 de cette convention.

Cette subvention servira à la pérennisation et la sécurisation des actions portées par **l'Association Nationale des Apprentis de France** dans le cadre de sa mission de développement de l'apprentissage à Mayotte.

ARTICLE 3 : Information du Conseil Départemental

L'Association Nationale des Apprentis de France s'engage à mettre à disposition du Conseil Départemental de Mayotte les données nominatives, quantitatives et qualitatives extraites de son système d'information relevant de l'exécution de la présente convention

En tant que de besoin, le Conseil Départemental peut également demander la transmission de ces mêmes données pour permettre à ses services de procéder aux éventuels ajustements financiers dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 4 : Publicité et communication médias des actions

A chaque fois qu'il doit faire une communication à travers la presse ou les médias, **l'Association Nationale des Apprentis de France** s'engage à prendre préalablement une autorisation écrite du Conseil départemental qui donnera son avis et/ou se joindra à l'opération concernée

En cas de réponse favorable du Conseil Départemental, l'Association Nationale des Apprentis de France s'oblige à respecter les modalités de cet accord et à effectuer toutes les formalités de publicité relatives à la participation du Conseil Départemental, dans le cadre des actions réalisées à travers l'exécution de la présente convention

ARTICLE 5 : Montant de la subvention accordée par le Conseil Départemental de Mayotte

En contrepartie de la réalisation des actions prévues aux précédents articles, le Conseil Départemental de Mayotte attribue à l'Association Nationale des Apprentis de France pour cette convention qui couvre la période du 01 janvier au 31 décembre 2023, une contribution financière de **154 000 € (cent cinquante-quatre mille euros)** destinée au développement de l'apprentissage sur cette même période

ARTICLE 6 : Modalités de versements

Le financement du Conseil départemental sera prélevé sur le **chapitre 65 compte 6574** pour être versé à l'Association Nationale des Apprentis de France selon les modalités suivantes :

- à la signature de la présente convention, un acompte de prévisionnelle, soit **123 200 €**
- le solde de **20 %**, soit **30 800 €** sur présentation des documents d'ici le **31 Mars 2024** :

- un rapport d'activité général de la structure
- un bilan financier général de l'association
- une note de synthèse qui retrace l'utilisation des fonds spécifique alloué par le département de Mayotte.

ARTICLE 7 : Imputation budgétaire

Le financement prévu à l'article 5 de la présente convention sera prélevé sur le **chapitre 65** du budget du Conseil Départemental

ARTICLE 8 : Compte bancaire du bénéficiaire

Le paiement sera effectué au profit de **l'Association Nationale des Apprentis de France** sur son compte ouvert au **Crédit Mutuel** dont les références suivent :

Code Banque	Code Guichet	Numéro de compte	Clé
10278	07304	00021147501	74

IBAN (International Bank Account Number)

FR76	1027	8073	0400	0211	4750	174
------	------	------	------	------	------	-----

ARTICLE 9 : Contrôle technique et financier du Conseil Départemental

Le contrôle technique et financier sur pièces et sur place sera exercé par les services du Conseil Départemental ou par toute autorité qui aura été habilitée à cet effet par le Président du Conseil Départemental de Mayotte.

L'Association Nationale des Apprentis de France s'engage à :

- accorder un droit d'accès à toutes les pièces nécessaires au contrôle de l'exécution de la présente convention et de la réalité des coûts présentés ;
- tenir à la disposition du Conseil Départemental les documents attestant de sa situation vis-à-vis des organismes sociaux et fiscaux ;
- conserver toutes les pièces justificatives relatives aux dépenses de la présente convention pendant un délai de 10 ans après le dernier paiement ;
- utiliser un système de comptabilité analytique ou de répartition analytique des dépenses réellement encourues au titre de la présente convention sur la base de clés objectives et vérifiables.

ARTICLE 10 : Trop perçu ou dépassement

Dans l'hypothèse où le coût des opérations serait inférieur au montant prévu et aux sommes versées, le trop perçu sera reversé au budget du Conseil Départemental.

En cas de dépassement de l'enveloppe financière inscrite à la présente convention au titre de la participation du Conseil Départemental, L'Association Nationale des Apprentis de France s'engage à prendre en charge toutes les dépenses afférentes aux actions relevant de ce dépassement.

ARTICLE 11 : Remboursement

Dans le cas où la sincérité des justificatifs est mise en cause, les sommes indûment versées feront l'objet d'un remboursement au Conseil Départemental de Mayotte.

ARTICLE 12 : Durée de validité de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa signature pour une durée de validité d'une année civile.

ARTICLE 13 : Résiliation

La présente convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties avec un préavis obligatoire de 3 mois au minimum.

En cas de résiliation :

- L'Association Nationale des Apprentis de France remplira jusqu'à la fin les engagements nés de la présente : le suivi des actions déjà engagées, le paiement des sommes afférentes ainsi que la production des documents correspondants
- le Conseil Départemental versera à l'**Association Nationale des Apprentis de France** les fonds nécessaires et s'acquittera des montants correspondants au prorata des prestations réalisées par la structure.

ARTICLE 14: Litige

En cas de litige issu de l'application de la présente convention, le Tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Mayotte.

Etablie en 3 exemplaires

Fait à Mamoudzou, le

Association Nationale des Apprentis de France

Le Président du Conseil Départemental

Ben Issa OUSSENI